

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2025

INSTITUT ST. JOSEPH DE BELLEMAGNY – LUTTERBACH

Association de droit local

62 rue Aristide Briand

68460 LUTTERBACH

FIBA SAS – SIEGE SOCIAL

7 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 60034 - 67013 STRASBOURG CEDEX

Tél. 03 88 18 59 59 - Email : strasbourg@groupe-fiba.fr

RCS Strasbourg 698 501 442 00090

Société par Actions Simplifiée au capital de 612 500 € - NAF 6920 Z - N° TVA intr. : FR 49 698501442

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes - Membre de la Cie Régionale de Colmar

www.groupe-fiba.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2025

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale de votre association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INSTITUT ST. JOSEPH DE BELLEMAGNY – LUTTERBACH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « A – Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui exposent les modalités et l'impact de la première application des règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2022-06 et n°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans ce cadre, nos diligences nous ont conduits, en lien avec les informations données dans l'annexe, à :

- Nous assurer du correct enregistrement des concours publics et subventions d'exploitation à la clôture de l'exercice, vérifier leur cadre conventionnelle et nous assurer du caractère approprié de l'estimations des produits rattachés à ce titre à l'exercice 2025 ;
- Examiner le caractère approprié des durées d'amortissement retenues pour les biens composants l'actif immobilisé.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels mis à la disposition des membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Colmar, le 12 mars 2026

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

FIBA SAS



Julien SCHAEGIS

*Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Colmar*

Bilan - Actif arrêté au 31/12/2025 (toutes écritures)

Libellé	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
Total (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles:				
Frais de développement	7 600,00	1 719,89	5 880,11	7 400,11
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licence, marques, procédés,	43 057,90	43 057,90		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et				
Immobilisations corporelles:				
Terrains	774 603,31	333 288,02	441 315,29	468 035,81
Constructions	9 562 045,97	5 730 883,27	3 831 162,70	4 159 787,60
Installations technique, matériel et outill. indus.	2 376 653,00	1 579 136,78	797 516,22	868 168,69
Autres immobilisations corporelles	1 029 086,81	851 055,63	178 031,18	199 476,33
Immobilisations corporelles en cours, avances et a	38 044,66		38 044,66	26 363,86
Biens reçus par legs ou dons destinés à être cédés				
Immobilisations financières:				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	124 770,66		124 770,66	112 767,66
Autres titres immobilisations financières	43 025,00		43 025,00	43 025,00
Total (II)	13 998 887,31	8 539 141,49	5 459 745,82	5 885 025,06
Comptes de liaison				
Total (III)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances:				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	139 110,33		139 110,33	142 822,13
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	138 401,22		138 401,22	183 104,18
Charges constatées d'avance				
Valeurs mobilières de placement:	579 257,00		579 257,00	560 117,00
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	394 018,17		394 018,17	411 136,05
Charges constatées d'avance	12 192,51		12 192,51	2 519,04
Total (IV)	1 262 979,23		1 262 979,23	1 299 698,40
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Total (V)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Total (VI)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation Ac				
Total (VII)				

Bilan - Actif arrêté au 31/12/2025 (toutes écritures)				
Libellé	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
TOTAL GENERAL (I+II+III+III+IV+V+VI+VII)	15 261 866,54	8 539 141,49	6 722 725,05	7 184 723,46

FIBA
Commissaires aux Comptes

Bilan - Passif arrêté au 31/12/2025 (toutes écritures)

Libellé	Net	Net A-1
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise:		
Fonds propres statutaires	86 940,33	86 940,33
Fonds propres complémentaires	880 757,31	880 757,31
Fonds propres avec droit de reprise:		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves:		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	654 373,56	654 373,56
Autres		
Reports à nouveau		
Reports à nouveau hors activités SMS		
Reports à nouveau activités SMS non contrôlée		
Reports à nouveau activités SMS ss gest ctrlé	-123 278,88	-153 249,68
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	-338 719,79	-338 401,28
Charges des activités SMS prise en compte différée		
Excédent ou déficit de l'exercice		
Résultat hors activités SMS		
Résultat activités SMS non contrôlées		
Résultat activités SMS ss gest contrôlée	-6 363,09	29 652,29
Situation nette (sous total)		
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	44 102,53	125 515,80
Provisions réglementées		
Total (I)	1 197 811,97	1 285 588,33
Compte de liaison		
Total (II)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	43 150,91	
Total (III)	43 150,91	
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total (IV)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des étb. de crédit	4 298 999,49	4 688 899,59
Emprunts et dettes financières diverses	328 228,63	349 377,35
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	183 428,28	135 459,41
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	606 648,07	568 830,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 268,64	
Autres dettes	54 952,70	65 455,61
Produits constatés d'avance	5 236,36	91 113,17

Bilan - Passif arrêté au 31/12/2025 (toutes écritures)				
	Libellé		Net	Net A-1
	Total (V)		5 481 762,17	5 899 135,13
	Ecarts de conversion Passif (VI)			
	Total (VI)			
	TOTAL GENERAL (I+II+III+III+IV+V+VI)		6 722 725,05	7 184 723,46

FIBA
Commissaires aux Comptes

Compte de Résultat - Charges arrêté au 31/12/2025 (toutes écritures)

	Libellé		Net	Net A-1
	Exploitation			
	Achats non stockés de matières et fournitures		315 267,77	285 751,69
	Variation de stock			
	Autres achats et charges externes		930 530,39	929 695,15
	Aides financières			
	Impôts, taxes et versements assimilés		367 272,36	361 117,57
	Salaires		2 694 016,14	2 707 309,95
	Cotisations sociales		901 338,28	892 227,34
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		508 826,70	507 315,95
	Dotations aux provisions			
	Valeurs comptables des immobilisations		141,69	
	Reports en fonds dédiés		2 572,30	
	Autres charges		706,33	558,64
	Total (II)		5 720 671,96	5 683 976,29
	Financier			
	Dotations aux amort, aux déprec et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées		122 825,13	173 150,48
	Différences négatives de change			
	Valeurs comptables des immobilisations financières			
	Charges nettes sur cessions val mobil. de placem			
	Total (IV)		122 825,13	173 150,48
	Participation des salariés aux résultat (VII)			
	Total (VII)			
	Impôts sur les bénéfices (VIII)		442,61	456,35
	Total (VIII)		442,61	456,35
	CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN N			
	Secours en nature			
	Mises à disposition gratuite de biens			
	Prestations en nature			
	Personnel bénévole		6 380,00	5 205,00
	Total		6 380,00	5 205,00
	Total Charges		5 850 319,70	5 862 788,12

FIBA
Commissaires aux Comptes

Compte de Résultat - Produits arrêté au 31/12/2025 (toutes écritures)

	Libellé		Net	Net A-1
	dont résultat des activités SMS ss gest ctrlée			
	Exploitation			
	Cotisations			
	Ventes de biens et services			
	Ventes de biens			
	dont ventes de dons en nature			
	dont ventes de biens relatives activés sms			
	Ventes de prestations de service			
	dont parrainages			
	dont ventes de prestations relatives activités sms			
	Produits de tiers financeurs			
	Concours publics et subventions d'exploitation		5 781 470,53	5 776 290,69
	dont contributions financ. des autorités de tarif.		5 728 238,02	5 764 565,64
	Vers. des fondateurs ou conso. dot. consommable			
	Ressources liées à la générosité du public			
	Dons manuels			
	Mécénats			
	Legs, donations et assurances-vie		10 264,94	
	Contributions financières		16 746,58	
	Reprises sur amort, deprec, prov, trans de charges			35 087,52
	Produits des cessions d'immobilisations incorpor.			
	Utilisations des fonds dédiés		8 750,87	
	Autres produits		3 207,92	275,59
	Financier			
	De participation			
	D'autres val mobilières et créances actif immobili			
	Autres intérêts et produits assimilés		2 195,74	2 510,90
	Reprises sur prov, deprec et transferts de charge			
	Différences positives de change			
	Produits des immobilisations financières cédées			
	Produits nets sur cessions val mobil. de placement		14 940,03	5 992,92
	Exceptionnel			
	Produits exceptionnel sur opération en capital			67 077,79
	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Dons en nature			
	Prestation en nature			
	Bénévolat		6 380,00	5 205,00
	Total Produits		5 843 956,61	5 892 440,41

EXCEDENT OU DEFICIT

-6 363,09

29 652,29

FIBA
Commissaires aux Comptes

ANNEXE

au Bilan du 31/12/2025
et au Compte de résultat du 01/01/2025 au 31/12/2025

I. DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION ET EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH DE BELLEMAGNY-LUTTERBACH :

L'Institut Saint Joseph est une association à but non lucratif de droit local d'Alsace-Moselle. Elle est inscrite au tribunal judiciaire de Mulhouse sous le Numéro A2000MUL000110. Son siège social est au 62 rue Aristide Briand 68460 LUTTERBACH. Le but de l'association est de :

« a) créer et gérer des établissements spécialisés pour les personnes handicapées et inadaptées atteintes de déficiences intellectuelle et physique, ainsi que de troubles associés exigeant le recours à des techniques particulières.

b) Développer et propager des œuvres de bienfaisance ayant un rapport direct ou indirect avec le but principal figurant sous a) »

L'Institut Saint Joseph gère un Foyer d'Accueil Spécialisé de 98 places et un Foyer d'Accueil Spécialisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes de 16 places.

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 9 bénévoles élus par l'assemblée générale du 25 avril 2024. Le président de l'association est M. Joseph STAMPFLER élu par le Conseil d'Administration réunit à la même date.

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE 2025 :

- Les embauches de CDD sont en diminution (383 K€ chargés, soit 27 % de diminution par rapport à 2024) ;
- Les interventions de personnels intérimaires en complément des CDD : coût 10 K€, en baisse de 7K€ ;
- Deux départs à la retraite et un licenciement pour inaptitude ont eu lieu en 2025 (39K€ chargés, en baisse de 45 K€) ;
- La prime de présence a été attribuée en totalité avec une revalorisation de 2% : 44 K€ chargés ;
- Augmentation du budget de la CEA de 1,6% par rapport à 2024 ;
- Augmentation pérenne du budget de 32K€ pour prise en compte de l'indemnité Laforcade pour tous ;
- Augmentation non pérenne du budget de 50K€ pour l'accompagnement individualisé de deux résidents en attente de réorientation en structure médicalisée ;
- Augmentation non pérenne du budget de 22 456€ pour prise en compte du déficit du compte administratif 2023 ;
- L'association St Joseph a perçu une assurance-vie de Mme Odile REIN de Rixheim d'un montant de 10 264,94€.

FIBA
Commissaires aux Comptes

II. **PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

A – Changement de méthode comptable :

Pour les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, l'association a appliqué pour la première fois les règlements ANC 2022-06 et 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers. Cette première application constitue un changement de méthode comptable (changement de réglementation). Les changements occasionnés sont des changements de présentation, notamment :

- Les subventions d'investissements reprises au résultat figurent désormais dans la rubrique « Concours publics et subventions d'exploitation » (auparavant comprises dans le résultat exceptionnel).
- Il n'y a plus de transferts de charges : les sommes sont désormais inscrites en « Autres produits » ou en diminution des rubriques de charges selon le traitement comptable approprié.

Conformément aux règlements comptables précités concernant leur première application, les comptes de l'exercice précédent n'ont pas été retraités. Les transferts de charges constatés dans le compte de résultat N-1 sont à indiquer dans les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions et amortissements.

B - Méthodes comptables :

Les comptes annuels de l'association sont établis conformément aux règlements ANC n° 2014-03 et 2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifiés par les règlements ANC 2022-06 et 2023-03. L'association gère un établissement médico-social soumis à l'instruction budgétaire et comptable M22. Les données issues de cette comptabilité budgétaire sont utilisées pour l'élaboration des comptes annuels, après retraitements nécessaires pour assurer leur conformité au référentiel comptable applicable aux associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception du changement mentionné ci-dessus, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. »

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes, par rubriques significatives :

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition qui comprend les frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire. Le début de l'amortissement est compté à partir de la date de facturation de l'immobilisation et sur la durée de vie prévue soit :

- | | |
|---|------------------|
| - Logiciels et matériel informatique : | 3 ans |
| - Matériels divers : | 5 ans |
| - Aménagements intérieurs : | 10, 15 ou 20 ans |
| - Installations techniques | 20 ans |
| - Façades, Toitures, Métallerie | 30 ans |
| - Aménagements extérieurs | 30 ans |
| - Gros œuvre, Terrassement, Prest. Intellect. | 47 ans |

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de parts sociales d'établissements bancaires et d'un compte à terme. Ils sont évalués à leur valeur nominale et une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Disponibilités

Les chèques émis par l'association sont comptabilisés à leur date d'émission. La concordance par rapport à l'extrait se fait par un état de rapprochement.

Immobilisations financières

La participation à l'effort de construction est comptabilisée sous forme de prêt sur 20 ans.

Provisions pour risques

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, l'association a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les litiges pour lesquels l'association considère qu'il n'y aura pas de sortie d'argent probable sont considérés comme des passifs éventuels et font l'objet, le cas échéant, d'une note complémentaire dans l'annexe.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds gérés pour le compte des résidents

Afin de se conformer aux prescriptions du plan comptable des établissements sociaux et médico-sociaux, les créances et dettes existantes au 31 décembre relatives à la gestion de l'argent de vie des résidents sont intégrées au bilan de l'association dans les postes suivants :

Actif : Disponibilités : 54 871 €

Passif : Autres dettes : 54 871 €

Cet argent n'appartient pas à l'association et à ce titre n'a généré aucune incidence sur le résultat de la période écoulée.

III. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Valeurs brutes		Ouverture	Augmentation	P à P	Diminution	Clôture
Immos Incorporelles	Frais d'évaluation	7 600 €	0 €	0 €	0 €	7 600 €
	Licences, logiciels	43 058 €	0 €	0 €	0 €	43 058 €
	Sous total	50 658 €	0 €	0 €	0 €	50 658 €
Immos Corporelles	Terrains	774 603 €	0 €	0 €	0 €	774 603 €
	Construction	5 658 477 €	0 €	0 €	0 €	5 658 477 €
	Installations générales	3 903 569 €	0 €	0 €	0 €	3 903 569 €
	Installations techniques	2 378 887 €	16 434 €	0 €	18 668 €	2 376 653 €
	Matériel de transport	253 846 €	32 423 €	0 €	0 €	290 270 €
	Bureau et informatique	747 222 €	11 148 €	0 €	15 552 €	742 817 €
	Immos en cours	26 364 €	11 681 €	0 €	0 €	38 045 €
	Sous total	13 742 968 €	71 686 €	0 €	34 220 €	13 780 434 €
TOTAUX		13 793 626 €	71 686 €	0 €	34 220 €	13 831 092 €

Amortissements

Valeurs brutes		Ouverture	Augmentation	P à P	Diminution	Clôture
Immos Incorporelles	Frais d'évaluation	200 €	1 520 €	0 €	0 €	1 720 €
	Licences, logiciels	43 058 €	0 €	0 €	0 €	43 058 €
	Sous total	43 258 €	1 520 €	0 €	0 €	44 778 €
Immos Corporelles	Terrains	306 568 €	26 721 €	0 €	0 €	333 288 €
	Construction	2 476 354 €	173 008 €	0 €	0 €	2 649 362 €
	Installations générales	2 925 905 €	155 617 €	0 €	0 €	3 081 522 €
	Installations techniques	1 510 719 €	87 086 €	0 €	18 668 €	1 579 137 €
	Matériel de transport	181 405 €	23 551 €	0 €	0 €	204 955 €
	Bureau et informatique	620 187 €	41 324 €	0 €	15 411 €	646 100 €
	Sous total	8 021 136 €	507 307 €	0 €	34 079 €	8 494 364 €
TOTAUX		8 064 394 €	508 827 €	0 €	34 079 €	8 539 142 €

Immobilisations financières à plus d'un an :

➤ Prêts	121 771 €
↳ Prêt 1% Construction sur 20 ans	121 771 €
➤ Cautions	43 025 €
↳ Caution station-service et bouteille gaz	1 025 €
↳ Caution API Restauration	42 000 €

Actif circulant

Fournisseurs débiteurs

Créances

➤ Résidents : reversement des ressources :	95 294 €
➤ Départements : prix de journée total :	43 816 €

Département	- 1 an	+ 1 an
Cher	3 463 €	
Haute-Garonne	12 210 €	
Haut-Rhin Etat	24 420 €	
Vosges	3 723 €	

➤ Autres Créances à - 1an	83 735 €
↳ Rabais réduction à recevoir	0 €
↳ Personnel avance et acompte	2 057 €
↳ Ind. Journalières CPAM à reverser	3 083 €
↳ Ind. Journalières Prévoyance à reverser	0 €
↳ Prix de journée à recevoir	16 289 €
↳ UNIFAF – Plan de formation	17 602 €
↳ Divers à recevoir	0 €
↳ Prêt Congrégation Sœurs Bénédictines	50 000 €

➤ Créance à plus d'un an	49 370 €
↳ Prêt Congrégation des sœurs	49 370 €
Valeurs mobilières de placement	579 257 €
↳ Dont intérêts courus sur Compte à Terme	17 300 €
Disponibilités	394 018 €
↳ Dont argent de vie des résidents	54 871 €
Charges constatées d'avance à moins d'un an	12 193 €
↳ Dont charges d'assurance	11 140 €

Les charges constatées d'avance sont à moins d'un an et concernent uniquement des charges d'exploitation.

IV. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

➤ **Tableau de variation des fonds associatifs**

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	967 698 €	0 €	0 €	967 698 €
Excédents affectés à l'investissement	546 965 €	0 €	0 €	546 965 €
Réserve de Compensation	0 €	0 €	0 €	0 €
Réserve de trésorerie	66 780 €	0 €	0 €	66 780 €
Excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement	40 628 €	0 €	0 €	40 628 €
Report à nouveau act. SMS/gest. Contrôlée	-153 250 €	154 989 €	125 018 €	-123 279 €
Report à nouveau dép. refusée par CeA	-338 401 €	0 €	319 €	-338 720 €
Résultat de l'exercice	29 652 €	0 €	36 015 €	-6 363 €
Subventions d'investissement	125 516 €	0 €	81 413 €	44 103 €
Fonds reportés et dédiés	0 €	43 151 €	0 €	43 151 €
Autres provisions réglementées	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	1 285 588 €	198 140 €	242 765 €	1 240 963 €

Le déficit administratif 2023 de 22 456 € fait l'objet d'un financement en 2025 par l'autorité de tarification. De ce fait, il serait affecté lors de l'exercice 2026 (affectation du résultat 2025).

Les subventions d'investissements sont reprises au compte de résultat au rythme des amortissements pratiqués sur les immobilisations financées. La quote-part virée au résultat s'élève à 32 084 €, enregistrée en subventions d'exploitation.

A la clôture de l'exercice, 49 329 € de subventions d'investissement nettes antérieures ont été reclassées en fonds dédiés car les sommes versées à l'origine correspondent à des contributions financières et non à des subventions.

FIBA
Commissaires aux Comptes

➤ **Fonds dédiés :**

Valeurs brutes	Ouverture	Reports	Utilisation	Remboursement	Transferts	Clôture
Subventions d'expl.						
Contributions financ. d'autres organismes	0 €	2 572 €	8 751 €	0 €	49 330 €	43 151 €
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL	0 €	2 572 €	8 751 €	0 €	49 330 €	43 151 €

Les fonds dédiés pour l'acquisition ou la production d'immobilisations amortissables sont rapportés en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations concernées. L'autorité de tarification n'a versé aucune somme figurant en fonds dédiés

Dettes :

➤ **Emprunts : situation au 31/12/2025**

N° prêt CDC	Date	Organisme	Montant	Remboursé au 31/12/2025	Reste à rembourser
0937474	12/04/2001	C.D.C.	2 659 417 €	2 592 760 €	66 657 €
5089440	28/10/2016	C.D.C.	6 200 000 €	1 984 000 €	4 216 000 €
TOTAL			8 859 417 €	4 576 760 €	4 282 657 €

Etat des remboursements à venir

N° prêt CDC	Reste à rembourser	à – 1 an	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
0937474	66 657 €	66 657 €	0 €	0 €
5089440	4 216 000 €	248 000 €	992 000 €	2 976 000 €
TOTAL	4 282 657 €	314 657 €	992 000 €	2 976 000 €

Intérêts courus non échus au 31/12/2025 : 16 342 €

➤ **Avance de trésorerie de la CEA : situation au 31/12/2025**

N° prêt	Date	Organisme	Montant	Remboursé au 31/12/2025	Reste à rembourser
	01/07/2014	C.E.A.	500 000 €	171 771 €	328 229 €
TOTAL			500 000 €	171 771 €	328 229 €

Etat des remboursements à venir

N° prêt	Reste à rembourser	à – 1 an	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
	328 229 €	21 149 €	76 691 €	230 389 €
TOTAL	328 229 €	21 149 €	76 691 €	230 389 €

➤ **Autres dettes : 849 298 €**

Les dettes seront payées à moins d'un an dont :

- Fournisseurs et factures non parvenues :	183 428 €
- Dettes sociales et fiscales	606 648 €
- Fournisseurs d'immobilisations	4 269 €
- Fonds en dépôt	54 871 €
- Charges à payer	82 €

Les factures non parvenues s'élèvent à 20 022 €, les charges à payer au titre des congés à 361 208 € et les charges à payer au titre des CET à 36 154 €.

➤ **Produits constatés d'avance : 5 236 €**

Les produits constatés d'avance de 5 236 € sont à moins d'un an et concernent les concours publics.

V. **RESSOURCES DE L'ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH**

Prix de journée

Le Prix de Journée, établi à partir d'un budget prévisionnel, couvre l'ensemble des charges de l'exercice y compris les dotations aux amortissements.

2025 : La dotation nette globalisée de 4 282 780 € allouée par la Collectivité Européenne d'Alsace est payée par douzième chaque mois. Les résidents reversent une partie de leurs ressources à la CEA, ce qui vient compléter cette dotation de 1 105 000 €.

Le Prix de journée FAS et FASPHV fixé par la CEA pour les autres départements est de 139,14€ pour les huit premiers mois de l'année, 129,06€ en septembre, 133,86€ en octobre et novembre et 140,23€ en décembre 2025. Le prix de journée réduit est obtenu en soustrayant le forfait journalier hospitalier de 20€.

La convention de dotation globale signée en mai 2023 avec la Collectivité Européenne d'Alsace nous impose d'ajuster les recettes des participations des résidents et les recettes Prix de journée des autres départements aux budgets autorisés pour ces deux postes. Si les recettes de l'année sont supérieures aux budgets autorisés l'excédent doit être comptabilisé en 487 Produits Constatés d'Avance, en revanche, si les recettes sont inférieures aux budgets autorisés, la différence doit être comptabilisé en 4487 Produits à Recevoir. En l'occurrence pour l'année 2025, 5 236€ sont comptabilisés en produits constatés d'avance sur les participations des résidents et 1 777 € sont comptabilisés en produits à recevoir sur le prix de journée des autres départements.

➤ **Concours publics et Subventions perçues au cours de l'exercice :**

Concours publics et Subventions	UE	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Totaux
Concours publics			5 728 238 €			5 728 238 €
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement						
TOTAL	0 €	0 €	5 728 238 €	0 €	0 €	5 728 238 €

FIBA
Commissaires aux Comptes

VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN

➤ Engagement de crédit-bail mobilier : Néant

➤ Engagement d'Indemnités de Départ à la Retraite :

La méthode d'estimation des indemnités de départ en retraite à la date de clôture consiste à prendre en compte l'ancienneté prévisible à 64 ans pour appliquer le barème conventionnel d'indemnisation. Le montant ainsi obtenu est proratisé en fonction de l'ancienneté à la date de clôture.

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ : 64 ans
- Indemnités : calculées suivant la convention collective du 15 mars 1966
- Taux de rotation du personnel : néant
- Initiative du départ : employé
- Taux de progression des salaires : 2,19 %
- Taux d'actualisation : 4,04 %

Pour des raisons de clarté, ces chiffres sont présentés dans un tableau par tranche d'âge et plus particulièrement la tranche des 57 ans et plus :

Population	Indemnités brutes calculées	Charges sociales sur IDR (33,43%)	Charges fiscales sur IDR (12,91 %)	Total
20 à 35 ans	10 461,09	3 497,14	1 350,53	15 308,76
36 à 50 ans	68 870,62	23 023,45	8 891,20	100 785,27
Plus de 50 ans	167 839,44	56 108,73	21 668,07	245 616,24
<i>Dont 57 ans et plus</i>	<i>134 552,95</i>	<i>44 981,05</i>	<i>17 370,79</i>	<i>196 904,78</i>
Ensemble du personnel	247 171,15	82 629,32	31 909,80	361 710,26

Les salariés ayant moins d'un an d'ancienneté ne sont pas pris en compte dans ce calcul. La convention collective du 15 mars 1966 prévoit qu'à compter de quinze ans d'ancienneté, l'ancienneté à retenir pour le calcul des indemnités de départ en retraite est celle acquise dans le champ d'application de la convention. Toutefois, l'association ne dispose pas des informations nécessaires permettant de reconstituer l'ancienneté dans la branche de l'ensemble des salariés. En conséquence, l'évaluation de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière est réalisée sur la base de la seule ancienneté acquise au sein de l'association. Les indemnités de départ à la retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation en provision mais d'une mention dans la présente annexe.

➤ Engagements reçus :

RETENUES DE GARANTIE :

L'Institut Saint Joseph, pour chacun des marchés, retient 5% du montant global au titre de la retenue de garantie. Il n'y a plus de retenue de garantie en compte.

FIBA
Commissaires aux Comptes

GARANTIES D'EMPRUNTS :

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé en 2001 à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach une garantie de prêt d'un montant de 2 553 521 € sur 25 ans. Au 31/12/2025, il reste une garantie de 66 657 € sur 6 mois. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du Département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St François.

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach en sa séance du 18 décembre 2015 une garantie de prêt d'un montant de 6 200 000€ sur 25 ans. Au 31/12/2025, il reste une garantie de 4 216 000 € sur 17 ans. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St Vincent.

VII. AUTRES INFORMATIONS :

➤ Rémunération des dirigeants :

Les membres du bureau du conseil d'administration qui ont des responsabilités dans la conduite de l'Institut sont tous bénévoles (cf statuts). La directrice et le directeur adjoint, salariés de l'Institut, sont rétribués par application de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

➤ Contributions Volontaires :

L'Institut Saint Joseph fait appel à quatre bénévoles pour encadrer des résidents : une séance de catéchèse à raison de 1,5 heures par semaine, du modélisme à raison de 21 heures dans l'année, de la marche à raison de 3 heures par semaine, un accompagnement en séjour pour 60h, et un accompagnement pour des jeux pour 16 heures. Par ailleurs, des membres de l'association les AMIS de St Joseph participent à la fête de l'été. Sur l'année 2025 l'ensemble de ces 367 heures a été valorisé au taux horaire du SMIC (11,88€) augmenté des charges patronales (46,30%), soit un montant total chargé de 6 380 €. Ces contributions figurent au pied du compte de résultat.

Le temps passé par les membres du conseil d'administration pour exercer leurs fonctions d'administrateurs ne font pas l'objet d'une valorisation et présentation au pied du compte de résultat. Sur l'exercice, les membres se sont réunis lors de 4 conseils d'administration. Ces contributions ne constituent pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.

➤ Honoraires et frais des commissaires aux comptes : 9 960 € TTC.

➤ Effectifs :

Personnes physiques	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
Cadres	6	7
Non-cadres	73	73
Totaux CDI	79	80
CDD	8	8

ETP	Au 31/12/2023	Au 31/12/2025
Cadres	5,25	6,25
Non-cadres	72,50	72,50
Totaux CDI	77,75	78,75
CDD	8	8

FIBA
Commissaires aux Comptes